

Le Bardo — Le projet de loi-cadre sur la lutte contre la violence à l'égard de la femme serait promulgué le 25 novembre prochain à l'occasion de la célébration de la Journée internationale contre la violence faite aux femmes, a indiqué la secrétaire d'Etat de la femme et de la famille, Neila Chaabane.

Intervenant mercredi lors d'une rencontre à l'Assemblée nationale constituante, sur le processus d'élaboration de la loi-cadre de lutte contre la violence à l'égard de la femme, Chaabane a relevé que 47,6 pc des Femmes âgées de 18 à 64 ans étaient victimes d'un des genres de violence selon une enquête de l'Office national de la famille et de la population (ONFP).

L'enquête qui a concerné un échantillon de 3 mille femmes, a permis de relever 31,7 pc de femmes victimes de violence physique, 28,5 pc de violence psychologique, 15,9 pc de violence sexuelle et 7,1 pc de violence économique.

Pour le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Mustapha Ben Jaafar, le niveau de la femme tunisienne l'habilite à accéder à des postes clés dans les domaines politique, social et économique. Préserver les acquis de la femme tunisienne et les développer forme un pilier de la politique de l'Etat, a-t-il affirmé.

Il a souligné que le Code du statut personnel est une première dans le monde arabe et islamique et forme un noyau pour la réorganisation des relations entre les deux sexes.

Ben Jaafar a rappelé à ce propos l'article 46 de la nouvelle constitution tunisienne selon lequel, a-t-il dit l'Etat s'engage à protéger les droits et les acquis de la femme et œuvre pour les développer.

Pour sa part, le ministre de la santé Mohamed Salah Ben Ammar, a évoqué une étude réalisée récemment par l'ONFP en coopération avec le ministère de la Santé qui confirme que 16 pc des femmes violentées étaient victimes de perte de conscience totale et que 5pc des femmes violentées ne savent pas à qui s'adresser.

La loi offre la possibilité à la femme victime de violence une gratuité des soins dans les établissements hospitaliers publics mais la plupart ignorent ce droit, a-t-il précisé.

Source: allafrica.com